

PRÉFECTURE DU NORD

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT**

Réf. D.A.G.E./3 - CS

**Arrêté préfectoral accordant à la SOCIÉTÉ
HIMEXFIL EUROPE S.A.S. l'autorisation
d'exploiter une usine de fabrication de fil de
coton sur le territoire des communes d'HORDAIN
et de LIEU-SAINT-AMAND**

**Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord
officier de la légion d'honneur**

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU la demande présentée par la SOCIÉTÉ HIMEXFIL EUROPE S.A.S. dont le siège social est HIMEXFIL SL-POLIGNO INDUSTRIEL, FRANCOLI, PARCELA 27, NAVE 4, TARRAGONA - ESPAGNE, en vue d'obtenir l'autorisation de créer une usine de fabrication de fil de coton à partir de balles de coton et de mise en bobine à usage industriel sur le territoire des communes de HORDAIN et LIEU-SAINT-AMAND ;

VU le dossier produit à l'appui de cette demande ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 17 avril 2001 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique du 21 mai 2001 au 22 juin 2001 inclus ;

VU le procès-verbal d'enquête publique et l'avis du commissaire-enquêteur ;

VU l'avis des conseils municipaux de BOUCHAIN, NOYELLES-SUR-SELLE et WAVRECHAIN-SOUS-FAULX ;

VU l'avis de Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

VU l'avis de Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

VU l'avis de Monsieur le directeur régional de la navigation du Nord - Pas-de-Calais ;

VU l'avis de Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours ;

VU l'avis de Monsieur le chef de la division de l'équipement, direction de la région de Lille de la S.N.C.F. ;

VU l'avis de Monsieur le directeur régional de l'environnement ;

VU l'avis de Monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ;

VU l'avis de Monsieur le directeur départemental de l'équipement ;

VU le rapport et les conclusions de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 18 mai 2004 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

TITRE I : CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

1.1. - Activités autorisées

La société HIMEXFIL EUROPE S.A.S., siège social HIMEXFIL SL - POLIGNO INDUSTRIEL FRANCOLI Parcela 27, Nave 4 Tarragona ESPAGNE, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes d'HORDAIN et de LIEU-SAINT-AMAND, Parc d'Activités Jean Monnet, rue Lefrancq, les installations suivantes :

Libellé en clair de l'installation	Capacité	Rubrique de classement	AS - A - D ou NC
Fabrication des fils de coton . atelier Etirage : 5 machines . atelier Continu à filer : 4 chaînes " open-end " . atelier Assemblage : 2 machines . atelier Torsion : 2 machines à double torsion	20 t/j	2315	A
Traitement de balles de coton . atelier Mélange : 2 lignes de machines pour l'ouverture des balles . atelier Battage : 3 lignes . atelier Cardage : 20 machines	20 t/j	2311-1	A
Installations de compression destinées au renouage des fils : 2 installations de 40 kW	80 kW	2920-b	D
Atelier de réception et d'expédition . réception : 2 170 m ² pour 3 200 m ³ de balles de coton (640 t) . expédition : 2 630 m ² pour 1 840 m ³ de bobines de fils de coton (480 t) pour un volume utile cumulé de 28 800 m ³ (4800m ² x6m)	28 800 m ³	1510-2	D
Stockage de palettes de bois en entrepôt couvert	100 m ³	1530	N.C.
Atelier de charge d'accumulateurs : 2 chargeurs	< 10 kW	2925	N.C.

1.2 - Installations soumises à déclaration

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration figurant dans le tableau visé à l'article 1.1.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

2.1. - Plans

Sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, l'établissement est situé et exploité conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation en date du 28 septembre 2000.

Les installations citées à l'article 1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'usine annexé au présent arrêté.

2.2. - Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...). Les zones d'exploitation et d'aménagement doivent respecter les distances imposées par les servitudes pouvant grever le site de l'établissement (servitudes SNCF, carrières...).

2.3. - Hygiène et sécurité

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

2.4. - Propreté

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

2.5. – Limitations des risques de pollution accidentelle

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols. L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

2.6. – Contrôles et analyses, contrôles inopinés

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par elle-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Elle peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

2.7. – Registre, contrôle, consignes, procédures, documents...

Les documents justifiant du respect des dispositions du présent arrêté doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant au moins 5 ans. Ils devront être transmis à sa demande. Les prélèvements, analyses, contrôles, échantillonnage... sont réalisés conformément aux normes reprises en annexe au présent arrêté aux frais de l'exploitant.

TITRE II : PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

ARTICLE 3 : LIMITATION DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

3.1. - Origine de l'approvisionnement en eau

L'eau utilisée dans l'établissement provient uniquement du réseau public de distribution d'eau potable de la ville de Valenciennes.

La consommation d'eau annuelle n'excédera pas 10 000 m³

3.2. – Conception et exploitation des installations de prélèvement

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

3.3. - Relevé des prélèvements d'eau

3.3.1. - Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

3.3.2. – Le relevé des volumes prélevés doit être effectué hebdomadairement.

Ces informations doivent être inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.4. - Protection des réseaux d'eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes doivent être installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines.

De même des dispositifs de déconnexion doivent isoler le réseau d'eau froide de ceux des eaux d'incendie.

ARTICLE 4 : PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

4.1. - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

4.2. - Canalisations de transport de fluides

4.2.1. – Aucune canalisation de transport de fluides dangereux (inflammables ou combustibles) n'est présente sur le site.

4.2.2. - Les canalisations de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique par les produits qu'elles contiennent, ainsi que protégées en tant que de besoin contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...).

4.2.3. - Les liaisons entre réservoirs fixes et installations fixes doivent être réalisées avec des tuyauteries rigides.

4.2.4. - Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

4.2.5. - Elles doivent être repérées conformément aux règles en vigueur.

4.3. - Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ce plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards, les avaloirs, les postes de relevage, les postes de mesure, les vannes manuelles et automatiques...

Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

4.4. - Capacités de stockage

Les capacités de stockage doivent être étanches et subir, avant mise en service, réparation ou modification, un essai d'étanchéité sous la responsabilité de l'exploitant. L'étanchéité doit être vérifiée périodiquement.

L'examen extérieur doit être effectué régulièrement sans que l'intervalle séparant deux inspections puisse dépasser 3 ans (cas des réservoirs calorifugés). Le bon état de l'intérieur du réservoir doit également être contrôlé par une méthode adaptée. Si ces examens révèlent un suintement, une fissuration ou une corrosion, l'exploitant doit faire procéder aux réparations nécessaires avant remise en service.

Le bon état des structures supportant les capacités de stockage doit également faire l'objet de vérifications périodiques.

4.5. - Rétentions

4.5.1. - Volume

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitements des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas des liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 litres (ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres).

4.5.2. - Conception

Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans les conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention. La traversée des capacités de rétention par des canalisations transportant des produits, incompatibles avec ceux contenus dans les réservoirs ou récipients situés dans ladite capacité de rétention, est interdite.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.

4.5.3. - Autres dispositions

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes ainsi que les aires d'exploitation doivent être étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers une (des) rétention(s) qui doit (doivent) être maintenue(s) vidée(s) dès qu'elle(s) a (ont) été utilisée(s). Sa (leur) vidange est effectuée manuellement après contrôle et décision sur la destination de son (ses) contenu(s).

4.5.4. - Prévention des pollutions accidentelles

Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc...), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et non poreux et réalisé en matériaux inertes vis-à-vis des fluides stockés. La disposition du sol doit s'opposer à tout épanchement éventuel de liquide dans les zones où il présenterait un danger. Il est équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Lorsque la rétention est pourvue d'un conduit d'évacuation des effluents, ce dernier doit être maintenu fermé pendant les périodes normales de fonctionnement des installations et n'être ouvert que pour la récupération des effluents. Les produits recueillis sont de préférence recyclés, ou en cas d'impossibilité évacués comme un déchet dans les conditions prévues au titre V du présent arrêté.

En fin d'exploitation tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.

ARTICLE 5 : COLLECTE DES EFFLUENTS

5.1. – Réseaux de collecte

5.1.1. – Tous les effluents aqueux doivent être canalisés.

5.1.2. – Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées (et les autres eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées.

5.1.3. – En complément des dispositions prévues à l'article 4.1 du présent arrêté, les réseaux d'égouts doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur.

5.1.4. – Le curage des réseaux de collecte des effluents est réalisé chaque année.

5.1.5. – Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

5.2. – Bassin de confinement

Le réseau de collecte des eaux pluviales doit être aménagé et raccordé à un bassin de confinement d'un volume minimal de 1 300 m³.

Un volume d'eau de 600 m³ doit rester en permanence au fond de ce bassin en vue de constituer une réserve d'eau d'incendie. Il est équipé de deux crépines destinées au raccordement du matériel des services d'incendie.

ARTICLE 6 : TRAITEMENT DES EFFLUENTS

6.1. - Obligation de traitement

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

6.2. - Conception des installations de traitement

Les installations de traitement doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

6.3. - Dispositifs de traitement

Les eaux provenant des aires de stationnement et de roulement des véhicules ne peuvent être rejetées dans le réseau d'assainissement qu'après traitement dans des dispositifs déshuileurs-débourbeurs suffisamment dimensionnés. L'exploitant doit pouvoir justifier des caractéristiques des dispositifs par une étude technique, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.4. - Entretien et suivi des installations de traitement

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Des vannes de fermeture équipent les canalisations amont et aval pour permettre leur isolement en cas d'intervention sur ces dispositifs.

Les dispositifs déshuileurs-débourbeurs sont nettoyés tous les six mois au moins.

Lorsque le fonctionnement des dispositifs de traitement fait l'objet de travaux de suivi et d'entretien, les résultats et les dates de ces contrôles doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les opérations d'entretien des réseaux et des équipements des eaux traitées, dans le cadre de la lutte contre la prolifération des légionelles, sont décrites dans la circulaire DGS 98/771 du 24 avril 1997.

6.5. - Dysfonctionnements des installations de traitement

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement sont susceptibles de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

ARTICLE 7 : DÉFINITION DES REJETS

7.1. - Identification des effluents

Les différentes catégories d'effluents sont:

- 1°) les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées (eaux provenant des réseaux
d'incendie lors des essais périodiques, en dehors des eaux des surfaces sur feu réel ;
- 2°) les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine, les eaux
de lavage des surfaces ;
- 3°) les effluents résiduaires liquides pollués par certaines activités (eaux de purges ...) ou par accident
(eaux en contact avec des déchets ou des produits dangereux pour l'environnement).

7.2. - Dilution des effluents

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

7.3. - Rejet en nappe

Le rejet direct ou indirect d'effluents même traités dans la nappe d'eaux souterraines est interdit.

L'exploitant prend toutes les mesures appropriées pour l'obturation des ouvrages (puits, forages, piézomètre...) en liaison avec la nappe souterraine.

7.4. – Caractéristiques générales des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,

- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus :

- ils ne doivent pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire,
- ils ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

7.5. - Localisation des points de rejet

Les eaux domestiques sont collectées par le réseau d'assainissement de la zone d'activités Jean Monnet et dirigées vers la station de traitement et d'épuration des eaux de la Ville de Roeulx.

Les eaux pluviales sont rejetées dans l'Escaut via un fossé drainant.

Les effluents liquides pollués ne peuvent être rejetés dans le réseau des eaux pluviales qu'après contrôle de leur niveau de qualité qui doit être conforme au milieu récepteur. Sinon les eaux doivent être évacuées comme des déchets.

ARTICLE 8 : VALEURS LIMITES DE REJETS

8.1. - Eaux exclusivement pluviales

Le rejet des eaux pluviales ne doit pas contenir plus de :

SUBSTANCES	CONCENTRATIONS (en mg/l)	MÉTHODES DE RÉFÉRENCE
MES	35	NF EN 872
DCO	40	NFT 90101
DBO5	10	NFT 90103

Azote global	3	NF EN ISO 25663 NF EN ISO 10304-1 et 10304-2 NF EN ISO 13395 et 26777 FDT 90045
Phosphore Total	0,6	NFT 90023
Hydrocarbures totaux	5	NFT 90114

8.2. - Eaux domestiques

Les eaux domestiques doivent être traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

Le raccordement à la station d'épuration urbaine doit être autorisé par la collectivité à laquelle appartient le réseau public, en application de l'article L 1331-10 du code de la santé publique.

Une convention fixant les conditions administratives, techniques et financières de raccordement peut compléter utilement l'autorisation.

8.3. - Effluents résiduels

Les effluents résiduels doivent être confinés sur le site dans les conditions fixées aux articles 4.4 et 4.5 du présent arrêté.

Leur traitement doit être défini après analyses des substances qu'ils contiennent. Lorsqu'ils ne peuvent pas être rejetés dans le réseau d'assainissement selon les prescriptions des articles 8.1 et 8.2 du présent arrêté, ils sont de préférence recyclés ou, en cas d'impossibilité, évacués comme un déchet dans les conditions prévues au titre V du présent arrêté.

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE REJET

9.1. - Conception et aménagement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

9.2. - Points de prélèvements

Un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesures sont prévus en aval immédiat de chaque dispositif de traitement ou ouvrage de rejet des effluents liquides.

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ils sont en outre aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées et du service chargé de la police des eaux.

Les points de rejets en limite de propriété de l'établissement sont accessibles par l'intermédiaire de regards placés à l'intérieur du site de l'établissement.

ARTICLE 10 : SURVEILLANCE DES REJETS

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets de ses installations. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

ARTICLE 11 : CONSÉQUENCES DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

1. la toxicité et les effets des produits rejetés,
2. leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel,
3. la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
4. les méthodes de destruction des polluants à mettre en oeuvre,
5. les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution,
6. les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Pour cela, l'exploitant doit constituer un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques rassemblés pour satisfaire aux 6 points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services chargés de la police des eaux, et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

TITRE III : PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

ARTICLE 12 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1. - Généralités

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, etc...

Le brûlage à l'air libre est interdit.

12.2. - Odeurs

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

12.3. - Voies de circulation

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc) et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées,
- des écrans de végétation doivent être prévus.

12.4. - Stockages

Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 13 : CONDITIONS DE REJET

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluent doivent être prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure conformes à la norme NFX 44-052.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

L'air ambiant des ateliers est renouvelé et rejeté à l'atmosphère par une cheminée d'une hauteur minimale de 10 m et dépassant de 5 m la toiture du bâtiment abritant les ateliers.

Le débit de renouvellement de l'air ambiant est de 400 000 m³/h environ. La vitesse d'éjection minimale en sortie de cheminée est de 8 m/s.

ARTICLE 14 : TRAITEMENT DES REJETS ATMOSPHERIQUES

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans ce registre.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

L'air ambiant des ateliers est rejeté à l'atmosphère après filtration. Les émissions atmosphériques depuis la cheminée doivent respecter les valeurs données par le tableau suivant :

Paramètres	Concentration en mg/Nm ³	Flux en kg/h
Poussières	20	8

ARTICLE 15 : AUTOSURVEILLANCE DES EMISSIONS

L'exploitant fait réaliser une évaluation en permanence de la teneur en poussières de ses rejets atmosphériques à l'aide d'un opacimètre.

Un état récapitulatif des résultats de cette autosurveillance pour le mois N est adressé à l'inspecteur des installations classées avant la fin du mois N + 1.

TITRE IV : PRÉVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

ARTICLE 16 : CONSTRUCTION ET EXPLOITATION

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions suivantes sont applicables aux installations :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 17 : VEHICULES ET ENGIN

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 18 : APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 19 : NIVEAUX ACOUSTIQUES

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Emplacement	Niveaux limites admissibles de bruit en dB (A)	
	période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Limite de propriété	70	60

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieure à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
supérieure à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Les valeurs admissibles d'émergence fixées dans le tableau ci-dessus s'appliquent, dans les zones considérées, en limite de propriété.

ARTICLE 20 : CONTROLES

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique ou sismique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore ou sismique en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 21 : MESURES PERIODIQUES

L'exploitant fait réaliser, au moins tous les trois ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifiés choisi après accord de l'inspection des installations classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

Préalablement à cette mesure, l'exploitant soumet pour accord à l'inspection des installations classées le programme de celle-ci, incluant notamment toutes précisions sur la localisation des emplacements prévus pour l'enregistrement des niveaux sonores. Ces emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée. Les résultats et l'interprétation des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans les deux mois suivant leur réalisation.

TITRE V - TRAITEMENT ET ELIMINATION DE DECHETS

ARTICLE 22 : NATURE DES DECHETS PRODUITS

Référence ** nomenclature (JO du 11/11/97)	Nature du déchet	Quantité annuelle maximale produite en t	Filières de traitement
04 02 01 et 04 02 05	Fibres et poussières de coton	100	E / VAL
20 03 01	Déchets banals	10	E / VAL - I
13 05 02	Huiles usagées	1	E / VAL - I
13 05 02	Boues de séparateurs d'hydrocarbures	1	E / VAL - I

ARTICLE 23 : CONDITIONS DE STOCKAGE

Les déchets doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques d'incendie (zones dédiées à leur stockage distinctes des zones de stockage des matières premières et des produits finis) ou de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans les sols, des odeurs). Ils sont entreposés sur des aires étanches, munies de rétention lorsque les déchets stockés sont liquides ou sont susceptibles de lixivier. Un absorbant à utiliser en cas d'accident doit être disposé à proximité du lieu de stockage.

Les déchets en fibres et poussières de coton sont stockés dans un local construit en matériau incombustible dont le seul accès est constitué par une porte coupe-feu de degré 1 heure à déclenchement de fusible.

La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle de production ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

ARTICLE 24 : ELIMINATION / VALORISATION

L'exploitant organise le tri et la collecte de ses déchets à l'intérieur de l'établissement de manière à en favoriser la valorisation. Il est tenu d'éliminer chaque déchet dans une filière dûment autorisée ou déclarée à cet effet. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination ou d'une valorisation conformes aux exigences réglementaires.

Les déchets d'emballages des produits sont valorisés par réemploi, recyclage ou tout autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie par l'intermédiaire de filières agréées conformément au décret du 13 juillet 1994.

Pour les déchets de type banal non souillés par des substances toxiques ou polluantes (verre, métaux, matières plastiques, minéraux inertes, terres, stériles, caoutchouc, textile, papiers et cartons, bois notamment), une mesure des tonnages produits est réalisée.

Toute incinération de déchets à l'air libre ou dans un incinérateur non autorisé au titre de la législation relative aux installations classées, de quelque nature qu'ils soient, est interdite.

ARTICLE 25 : COMPTABILITE - AUTOSURVEILLANCE

Un registre est tenu sur lequel seront reportées les informations suivantes :

- codification selon la nomenclature officielle publiée au J.O. du 11 novembre 1997
- type et quantité de déchets produits
- opération ayant généré chaque déchet
- nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets
- date des différents enlèvements pour chaque type de déchets
- nom et adresse des centres d'élimination ou de valorisation
- nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination ou de valorisation
- référence éventuelle de l'agrément des installations qui valorisent les déchets d'emballages

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE VI : PRÉVENTION DES RISQUES ET SÉCURITÉ
--

ARTICLE 26 : SÉCURITÉ**26.1. - Organisation générale**

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés.

L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspection des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites.

26.2. - Règles d'exploitation

L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait les installations en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Ces dispositions portent notamment sur :

- la conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques)
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement
- la maintenance et la sous-traitance
- l'approvisionnement en matériel et matière
- la formation et la définition des tâches du personnel

26.2.1. – Equipements importants pour la sécurité et la sûreté des installations ainsi que pour la protection de l'environnement

L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspection des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité et la sûreté de son installation, ainsi que pour la protection de l'environnement.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance de ces systèmes ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites.

La liste de ces équipements ainsi que les procédures susvisées sont révisées chaque année au regard du retour d'expérience accumulé sur ces systèmes (étude du comportement et de la fiabilité de ces matériels dans le temps au regard des résultats d'essais périodiques et des actes de maintenance...).

Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté et la sécurité des installations ainsi que la protection de l'environnement, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants à l'égard de ces préoccupations.

26.2.2. – Connaissance des produits - Etiquetage

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans les installations, en particulier, les fiches de données de sécurité prévues par le code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Les recommandations et les consignes de sécurité édictées par les fiches de données de sécurité doivent être scrupuleusement respectées par l'exploitant. L'exploitant doit également disposer des produits et matériels cités par ces fiches pour être en mesure de réagir immédiatement en cas d'incident ou d'accident.

26.2.3. – Registre entrée/sortie des produits dangereux

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux (tels que définis par l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 relatif à la classification et à l'étiquetage des substances) stockés, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence des matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

26.2.4. – Matériels et engins de manutention

Les matériels et engins de manutention sont entretenus selon les instructions du constructeur et conformément aux règlements en vigueur.

L'entretien et la réparation des engins mobiles sont effectués sur des zones spécialement aménagées et situées à une distance supérieure à 10 m de toute matière combustible.

Les engins de manutention sont contrôlés au moins une fois par an si la fréquence des contrôles n'est pas fixée par une autre réglementation.

En dehors des heures d'exploitation, les chariots de manutention sont remisés soit dans un local spécifique, soit sur une aire matérialisée réservée à cet effet.

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans l'établissement. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

26.2.5. – Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties des installations qui, en raison des opérations particulières qui y sont réalisées, ou des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières qui y sont mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un danger pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la santé ou la sécurité publique ou encore le maintien en sécurité des installations. Il réserve ces zones à l'exercice exclusive des activités qui génèrent le danger.

L'exploitant détermine pour chacune de ces zones la nature du risque (incendie, atmosphères explosives, émanations toxiques, risques biologiques, infectieux ou rayonnement de source radioactive) qui la concerne. Ce risque est signalé.

Les zones à risque ne peuvent être surmontées de locaux fréquentés par le personnel abritant des bureaux ou des lieux pouvant recevoir du public.

L'exploitant doit disposer d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de dangers correspondant à ce risque.

26.2.6. - Protection individuelle

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par les installations et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité des zones à risques. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

26.2.7. - Interdiction des feux

Au sein des zones présentant des risques d'explosion ou d'incendie, il est interdit de fumer ou d'apporter du feu sous une forme quelconque ou encore d'utiliser des matériaux susceptibles de générer des points chauds ou des surfaces chaudes, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents à l'entrée de ces zones.

26.2.8. - Permis de travail et/ou permis de feu

Au sein des zones présentant des risques d'explosion ou d'incendie, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de travail" et éventuellement d'un "permis de feu" et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le "permis de travail" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de travail et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière, relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils ont nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

26.3. - Installations électriques de l'établissement

26.3.1. - Sécurisation de l'alimentation électrique

L'alimentation électrique des équipements vitaux pour la sécurité doit pouvoir être secourue par une source interne à l'établissement.

Les unités doivent se mettre automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation ou de perte des utilités.

Afin de vérifier les dispositifs essentiels de protection, des tests sont effectués. Ces interventions volontaires font l'objet d'une consigne particulière reprenant le type et la fréquence des manipulations.

Cette consigne est distribuée au personnel concerné et commentée autant que nécessaire.

Un interrupteur général est placé, bien signalé, en dehors des locaux présentant des zones à risques, en vue de couper l'alimentation électrique principale des installations générant le risque.

Par ailleurs, toutes dispositions techniques adéquates doivent être prises par l'exploitant afin que :

- les automates et les circuits de protection soient affranchis des micro-coupures électriques,
- le déclenchement partiel ou général de l'alimentation électrique ne puisse pas mettre en défaut ou supprimer totalement ou partiellement la mémorisation de données essentielles pour la sécurité des installations.

Le local abritant les transformateurs électriques doit être constitué de matériau incombustible et largement ventilé vers l'extérieur du bâtiment.

En outre les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail (titre III : hygiène, sécurité et conditions de travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

26.3.2. - Vérification périodique des installations électriques

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000.

26.4. - Accessibilité des installations

26.4.1. - Clôture de l'établissement

L'établissement est clôturé sur toute sa périphérie.

Les zones dangereuses, à déterminer par l'exploitant autour des installations, doivent être signalées sur le site et se trouver à l'intérieur du périmètre clôturé.

26.4.2. - Accès

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.

Les accès aux installations sont constamment fermés ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de ces installations.

L'accès aux zones à risque doit être réservé aux seules personnes nommément désignées par l'exploitant. En l'absence des personnels d'exploitation, les zones à risques ne doivent pas être rendues accessibles aux personnes étrangères (clôture, fermeture à clef, etc...).

Les aires et locaux d'emploi ou de stockage de produits combustibles, toxiques ou dangereux pour l'homme doivent être indépendants des zones pouvant recevoir du public.

ARTICLE 27 : MESURES DE PROTECTION CONTRE LES SINISTRES

27.1. - Protection contre la foudre

27.1.1. - Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peuvent être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.

27.1.2. - Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la Communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant, pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de pointes caprices n'est pas obligatoire.

27.1.3. - L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées à l'article 27.1.1. du présent arrêté fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1. de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être installé sur les installations. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci est démontrée.

27.1.4. - Les pièces justificatives du respect des articles 27.1.1., 27.1.2. et 27.1.3. du présent arrêté sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

27.2. Dispositions constructives et aménagements

27.2.1. - Comportement au feu des bâtiments

Les locaux abritant des installations comportant des zones à risque d'incendie doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- matériaux de classe MO (incombustible)
- stabilité au feu de degré une heure
- couverture incombustible.

La couverture ne comporte pas d'exutoire, d'ouverture ou d'élément léger sur une largeur de 4 m de part et d'autre de l'aplomb des parois coupe-feu.

Les locaux de stockage des matières en réception ou en expédition doivent être séparés des locaux adjacents par des murs pleins coupe-feu de degré deux heures dépassant d'un mètre en toiture. Les portes ne donnent que sur les ateliers ou l'extérieur. Les portes donnant sur l'atelier sont coupe-feu de degré une heure et munies d'un dispositif de fermeture à déclenchement de fusible.

Les autres portes, à l'intérieur de l'atelier, sont coupe-feu de degré une demi-heure munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

Chaque secteur de l'atelier, correspondant aux différentes étapes de fabrication (assemblage, battage, cardage, étirage, filage, assemblage et torsion) est limité par des parois en matériau incombustible jusqu'en toiture.

Si le bâtiment contenant les installations se compose de plusieurs étages communiquant par des monte-charge ou des escaliers, ceux-ci doivent être entourés d'une paroi en matériaux MO et coupe-feu de degré 2 h et les portes sont coupe-feu de degré 1/2 h, à fermeture automatique.

27.2.2. - Canalisations, gaines et passage de câbles

Les canalisations, les gaines et les passages de câbles ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, les effets de la température élevée, la propagation de flammes et l'action des substances ou des produits présents dans la partie de l'installation concernée.

Les traversées des parois coupe-feu doivent être munies de clapet anti-feu ou d'un rideau d'eau se déclenchant sous l'effet de la détection d'incendie.

27.2.3. - Détection de métaux

Un dispositif de détection des métaux doit équiper toutes les machines intervenant au début du procédé de fabrication de sorte qu'en sortie des machines cardes le coton soit exempt de tout élément métallique. Le déclenchement des dispositifs de détection doit interrompre automatiquement le fonctionnement de l'installation.

27.2.4. - Détection d'incendie

Des détecteurs d'incendie sont placés dans l'atelier du battage-cardage dans les conduites de transport des fibres et des poussières vers le dispositif de filtration de l'air ambiant des ateliers et, d'une manière générale, dans toutes les conduites et traversées de parois coupe-feu de degré 2 heures.

L'emplacement de l'ensemble des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de sécurité des installations. Des vérifications sont régulièrement effectuées.

27.2.5. - Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux présentant un risque d'atmosphère explosible ou toxique pour l'homme, doivent être convenablement ventilés. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des zones d'habitations voisines, de stationnement et de circulation des personnes ou de leur moyen de transport.

La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité des installations, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec son bon fonctionnement, au moyen d'ouvertures en partie haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

Tout dispositif de ventilation mécanique est conçu en vue d'éviter une propagation horizontale du feu en cas d'incendie.

27.2.6. – Désenfumage et éclairage zénithal

Afin de permettre l'évacuation des fumées et gaz chauds en cas d'incendie, les bâtiments doivent présenter en toiture des exutoires dont la superficie totale mesurée en projection horizontale représente un pour cent de la surface au sol. Ces dispositifs sont isolés sur une distance d'un mètre du reste de la structure par une surface réalisée en matériaux MO. Ces exutoires doivent par ailleurs être commandés automatiquement. Des commandes manuelles accessibles du sol doivent doubler le dispositif automatique de commande.

Les commandes manuelles, collectives, doivent être organisées par canton et situées à proximité des issues.

Les cantons de désenfumage, séparés par des écrans (tenue au feu : MO), ont une superficie maximale de 1 600 m² et une longueur maximale de 60 m.

Dans le cas d'une installation équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie du type sprinklage, toutes dispositions doivent être prises pour que l'ouverture automatique ou manuelle des exutoires de fumées et de chaleur n'intervienne que postérieurement à l'opération d'extinction.

La surface dédiée à l'éclairage zénithal n'excède pas 10 % de la surface géométrique de la couverture. Les matériaux utilisés pour l'éclairage zénithal doivent être tels qu'ils ne produisent pas de gouttes enflammées au sens de l'arrêté du 30 juin 1983 modifié portant classification des matériaux de construction et d'aménagement selon leur réaction au feu et définition des méthodes d'essais.

La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments constitutifs de l'éclairage zénithal sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de tous les murs coupe-feu séparatifs de l'établissement.

27.2.7. - Aménagements et organisation des stockages dans les bâtiments

La présence dans les locaux de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Le stockage des produits combustibles ou inflammables dans les bâtiments est divisé en plusieurs volumes unitaires (îlots). Dans tous les cas, le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisé à des fins de stockage. Des passages libres, d'au moins 2 m de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie.

Nonobstant des prescriptions particulières relatives à certains stockages, la hauteur des stockages ne doit pas excéder 4 m dans le local de réception et 2,3 m dans le local d'expédition. D'autre part, un espace libre d'au moins 1 m doit être préservé entre le haut du stockage et le plafond (ou le niveau du pied de ferme dans le cas d'atelier).

Les produits incompatibles entre eux ne sont jamais stockés de façon à pouvoir, même accidentellement, entrer en contact. Ainsi les produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble sont stockés sur des îlots séparés d'au moins 3 m. Des prescriptions particulières peuvent augmenter cette distance minimale.

Les polymères à l'état de substances ou préparations inflammables doivent être stockés sur une aire spécifique, à une distance d'au moins 5 m des autres produits stockés.

Le stockage des huiles et des graisses doit être prévu dans un local différent des zones de stockage de matières solides combustibles, ainsi que le stockage des récipients de solvants, de peintures ou de vernis qui doit être installé soit dans un local fermant à clé, soit dans une armoire de sécurité incombustible et inamovible. Celui des aérosols est réalisé dans une armoire métallique grillagée.

Les produits présentant des risques de réactions dangereuses et les produits incompatibles avec l'eau sont stockés dans des cellules spéciales qui leur sont réservées. La conception et l'exploitation de ces cellules, en particulier la nature et l'importance des moyens de lutte contre l'incendie tiennent compte des dangers particuliers présentés par ces produits.

27.2.8. – Aménagement et organisation de certains stockages en extérieur

Les dépôts de papiers, cartons, de bois et de matériaux combustibles analogues sont des zones à risques et doivent être situés à plus de 10 m de la limite de propriété ou de bâtiments habités ou occupés par des tiers.

Les stocks de bois ou de palettes sont disposés en extérieur en îlots de piles ne dépassant pas 3 m de haut, séparés par des passages de plus de 1 m de large de façon à être accessibles en toute circonstance et à permettre la mise en œuvre rapide des moyens de secours contre l'incendie en tout point de stockage.

Lorsqu'ils sont adossés à un bâtiment, les stockages doivent être séparés des locaux de bâtiments par un mur plein, sans ouverture, sur toute la hauteur et jusqu'à une distance de 2 m sur les côtés des stockages, construit en matériaux incombustibles et de caractéristiques coupe-feu de degré 2 heures.

27.2.9. - Issues

Les installations doivent être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées ne présentant pas de zones à risques. Toutes les issues d'une largeur minimale de 0,80 m doivent être maintenues libres d'accès en permanence. Les distances minimales d'évacuation du personnel par une issue de secours à partir des postes de travail et en tenant en considération les aménagements intérieurs doivent être de 50 m et, dans les parties en cul-de-sac, de 25 m.

L'emplacement des issues doit offrir aux personnes présentes dans les installations des moyens de retraite en nombre suffisant : seules les portes à vantaux battants doivent être prises en compte. Les portes des issues de secours doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé par un marquage au sol.

L'éclairage de sécurité doit être installé conformément à l'arrêté du 10 novembre 1976.

27.2.10. - Eclairage artificiel et chauffage des locaux

Dans le cas d'un éclairage artificiel au sein des zones à risques et notamment celle des stockages de produits combustibles ou inflammables, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes sont éloignés des produits stockés afin d'éviter leur échauffement.

Le chauffage des installations peut être généré par un système de chauffage à air chaud dont la source se situe en dehors des zones à risques des installations.

Un chauffage électrique peut être installé dans les locaux administratifs.

27.2.11. - Matériel électrique de sécurité

Le matériel électrique utilisé doit être adapté aux risques inhérents aux activités exercées. Il doit être réduit à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation. Il est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, les courants parasites et la foudre.

Dans les zones de l'établissement visées à l'article 26.2.5 du présent arrêté, et classées en atmosphères explosives, les installations électriques doivent être conformes aux dispositions du décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Cependant, dans les parties de l'installation où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de

bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

L'exploitant doit être en mesure de justifier le type de matériel électrique utilisé dans chacun des différents secteurs de l'établissement.

27.2.12. - Mise à la terre des équipements

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Elle est distincte de celle du paratonnerre. La valeur de résistance de terre est conforme aux normes en vigueur.

27.3. - Intervention des services d'incendie et de secours

Chaque bâtiment ou local contenant une installation présentant une zone à risque doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours sur au moins le demi-périmètre. Des voies, maintenues libres à la circulation, d'au moins 4 m de largeur et 3,5 m de hauteur libre doivent permettre l'accès des engins de secours. En outre, si elles sont en impasse, leur largeur est portée à 10 m avec une chaussée libre de stationnement de 7 m de large au moins pour faciliter les demi-tours et croisements de ces engins. Ces voies d'accès doivent résister à une force portante de 130 kN sur une surface circulaire de 0,20 m de diamètre.

A partir de ces voies, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues du bâtiment par un chemin stabilisé de 1,30 m de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 m.

Pour toute hauteur de bâtiment supérieure à 15 m, des accès "voie échelle" (section de voie inutilisable pour la mise en station des échelles aériennes) doivent être prévus pour chaque façade accessible. Cette disposition est également applicable pour les bâtiments de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 m par rapport au niveau d'accès des secours.

En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.

27.4. - Moyens d'intervention et de secours

Les installations doivent être dotées de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.

Dans les zones de stockage, des robinets d'incendie armés (RIA) de 40 mm, installés conformément aux normes NFS 61-201 et NFS 62-201, sont placés à proximité des issues. Leur choix d'implantation et leur nombre doivent être tels que toute la surface des locaux puisse être battue par l'action de deux lances au moins, en tenant compte des aménagements intérieurs.

Des extincteurs portatifs sont répartis à l'intérieur de l'ensemble des locaux (un extincteur à eau pulvérisée pour 200 m² de locaux), ainsi que sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles en toutes circonstances. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits manipulés ou stockés.

Les moyens doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Le réseau d'eau d'incendie, d'un diamètre de 100 mm, doit être capable de fournir le débit nécessaire de 420 m³/h réparti sur la réserve d'eau d'incendie et sur des poteaux d'incendie normalisés (NFS 61-213) dont deux situés à l'intérieur de l'établissement d'un débit minimal de 60 m³/h et les autres situés à moins de 200 m du site. Le réseau est bouclé et maillé.

Le réseau des RIA est repris sur un réseau séparé du réseau d'eau d'incendie.

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers. Des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours sont affichés à proximité des issues des installations.

Le personnel doit être formé à l'utilisation des moyens de secours contre l'incendie et est soumis à des exercices périodiques.

27.5. - Consignes d'incendie

Des consignes précisent la conduite à tenir en cas d'incendie.

Elles sont rédigées de manière à ce que le personnel désigné soit apte à prendre les dispositions nécessaires.

Les consignes comportent notamment :

- les moyens d'alerte,
- le numéro d'appel du chef d'intervention de l'établissement,
- le numéro d'appel urgent du Centre de Traitement de l'Alerte des sapeurs-pompiers : 18,
- les moyens d'extinction à utiliser,
- l'accueil et le guidage des secours,
- les mesures à prendre en vue d'assurer la sauvegarde du personnel en cas d'incendie ,
- les mesures à prendre pour limiter les effets d'un sinistre (fermeture de l'alimentation en énergie, des vannes de réseaux...).

Ces consignes sont affichées à proximité du poste d'alerte ou de l'appareil téléphonique ainsi que dans les zones de passage les plus fréquentées par le personnel.

27.6. - Signalisation

La norme NF X 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée conformément à l'arrêté du 4 août 1982 afin de signaler les emplacements :

- des moyens de secours
- des stockages présentant des risques
- des locaux à risques
- des boutons d'arrêt d'urgence,

ainsi que les diverses interdictions.

ARTICLE 28 : ORGANISATION DES SECOURS

L'exploitant est tenu d'établir un plan d'intervention interne qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il en assure la mise à jour permanente.

Le plan d'intervention interne prévoit notamment une procédure d'alerte, en cas d'incendie, établie en accord avec le Pôle Exploitation de la Délégation Régionale Infrastructures de la Société Nationale des Chemins de Fer (SNCF).

Ce plan d'intervention doit être facilement compréhensible. Il doit contenir a minima :

- les actions à entreprendre dès le début du sinistre et la dénomination (nom et/ou fonction des agents devant engager ces actions) ;
- pour chaque scénario d'accident, les actions à engager pour gérer le sinistre ;
- les principaux numéros d'appels ;
- des plans simples de l'établissement sur lesquels figurent :
 - Les zones à risques particuliers (zones où une atmosphère explosive peut apparaître, stockages de produits inflammables, toxiques, comburants...),
 - l'état des différents stockages (nature, volume...),
 - les organes de coupure des alimentations en énergie et en fluides (électricité, gaz, air comprimé...),
 - les moyens de détection et de lutte contre l'incendie,
 - les réseaux d'eaux usées (points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques)

- toutes les informations permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés en cas de pollution accidentelle, en particulier :

- la toxicité et les effets des produits rejetés,
- leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel,
- la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre,
- les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution,
- les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Les fiches de données de sécurité de l'ensemble des produits présents sur site doivent figurer dans un classeur annexé au plan d'intervention interne.

Ce plan est transmis au centre de secours principal de Denain dès son élaboration ou sa modification. Ce plan d'intervention est d'ailleurs tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours.

Ce plan d'intervention interne doit régulièrement être mis à jour. Il le sera en particulier, à chaque modification de l'installation, à chaque modification de l'organisation, à la suite de mouvements de personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan d'intervention et en tout état de cause au moins une fois par an.

Lors de l'élaboration de ce plan d'intervention ou lors de ses révisions, l'exploitant doit définir des actions à engager cohérentes avec l'étude des dangers de l'établissement et avec les prescriptions édictées par le présent arrêté.

Le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées.

TITRE VII : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

ARTICLE 29 : ATELIERS

Le débit de renouvellement de l'air ambiant dans les ateliers doit être supérieur à 400 000 m³/h.

Les rejets des fibres dans les ateliers ne doivent pas dépasser la valeur limite de 0,2 mg/m³.

L'exploitant définit les postes de travail sur lesquels la valeur limite définie ci-dessus est susceptible d'être dépassée (proximité des dispositifs de filtration, de défibrage...). Il y prévoit la nécessité du port des masques respiratoires et des lunettes.

ARTICLE 30 : INSTALLATION DE COMPRESSION OU DE REFRIGERATION

Les réservoirs et appareils contenant des gaz comprimés doivent satisfaire à la réglementation des appareils à pression de gaz

Toutes dispositions sont prises pour éviter les rentrées d'air en un point quelconque du circuit gazeux.

Des filtres maintenus en bon état de propreté doivent empêcher la pénétration des poussières dans le compresseur.

30.1. – Dispositif d'arrêt de l'installation de compression

Les compresseurs sont pourvus de dispositifs arrêtant automatiquement l'appareil si la pression de gaz devient trop faible à son alimentation ou si la pression à la sortie dépasse la valeur fixée.

L'arrêt du compresseur doit pouvoir être commandé par des dispositifs appropriés judicieusement répartis, dont l'un au moins est placé à l'extérieur de l'atelier de compression.

En cas de dérogation à cette condition, des clapets sont disposés aux endroits convenables pour éviter des renversements dans le circuit du gaz, notamment en cas d'arrêt du compresseur.

30.2. – Dispositif de purge

Des dispositifs efficaces de purge sont placés sur tous les appareils aux emplacements où des produits de condensation sont susceptibles de s'accumuler.

Toutes mesures sont prises pour assurer l'évacuation des produits de purge et pour éviter que la manœuvre des dispositifs de purge ne crée des pressions dangereuses pour les autres appareils ou pour les canalisations.

Toutes mesures sont également prises pour l'évacuation à l'extérieur sans qu'il puisse en résulter de danger ou d'inconfort pour le voisinage du gaz provenant des soupapes de sûreté.

30.3. – Mesures constructives

Le local abritant les compresseurs est isolé des ateliers et des zones de stockage par un mur plein coupe-feu 2 heures. Il est ventilé.

ARTICLE 31 : CHARGE D'ACCUMULATEURS

L'installation de charge d'accumulateurs est à risque notamment d'explosion. Le local est construit en matériaux incombustibles.

Le sol est imperméable et présente une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter toute stagnation. Les murs, placés à moins de 2 m de l'installation, sont recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur d'un mètre au moins à partir du sol.

Pour les parties de l'installation équipées de détecteurs d'hydrogène, le seuil de la concentration limite en hydrogène admis dans le local est pris à 25 % de la limite inférieure d'explosibilité (L.I.E.), soit 1 % d'hydrogène dans l'air. Le dépassement de ce seuil doit interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme.

Pour les parties de l'installation non équipées de détecteur d'hydrogène, leur volume doit être largement ventilé en vue de l'extraction d'air selon le débit donné par la formule suivante :

$Q = 0,05 n \cdot I$ où

Q : débit minimal de ventilation, en m³/h

n : nombre total d'éléments de batteries en charge simultanément

I : courant d'électrolyse, en A

TITRE VIII : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 32 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET PARTICULIÈRES

32.1. - Modifications

Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière plus générale à l'organisation doit être portée à la connaissance :

- du Préfet
- du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
- de l'inspection des installations classées

dès lors que cette modification est de nature à entraîner un changement notable du dossier de demande d'autorisation ou des hypothèses ayant servi à l'élaboration de l'étude des dangers, ce qui peut conduire au dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.

32.2. – Bilan de fonctionnement

En vue de permettre au Préfet de réexaminer et, si nécessaire, d'actualiser les conditions de l'autorisation, l'exploitant lui présente un bilan de fonctionnement des installations le 31 décembre 2014 au plus tard.

Le bilan de fonctionnement est ensuite présenté tous les dix ans.

Le bilan de fonctionnement porte sur les conditions d'exploitation des installations prescrites dans l'arrêté d'autorisation. Il contient :

- une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;
- une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures techniques disponibles ;
- les investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions au cours de la période décennale passée ;
- l'évolution des flux des principaux polluants au cours de la période décennale passée ;
- les conditions actuelles de valorisation et d'élimination des déchets ;
- un résumé des accidents et incidents au cours de la période décennale passée qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;
- les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie ;
- les mesures envisagées en cas d'arrêt définitif de l'exploitation.

32.3. – Délais de prescriptions

Pour une installation nouvelle, la présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans. Pour une installation existante, elle cesse de produire effet si l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives sauf cas de force majeure.

32.4. - Cessation d'activités

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

Au moins un mois avant la mise à l'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment :

- 1°) l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site,
- 2°) la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- 3°) l'insertion du site de l'installation dans son environnement,
- 4°) en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

32.5 - Délai et voie de recours
(article L 514.6 du code de l'environnement)

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Lille. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de 4 ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 33 -

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Nord et Monsieur le Sous-Préfet de VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Sous-Préfet de CAMBRAI,
- Messieurs les Maires de HORDAIN, LIEU-SAINT-AMAND, AVESNES-LE-SEC, BOUCHAIN, DOUCHY-LES-MINES, ETRUN, IWUY, MARQUETTE-EN-OSTREVANT, MASTAING, NEUVILLE-SUR-ESCAUT, NOYELLES-SUR-SELLE, WAVRECHAIN-SOUS-FAULX, ,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Madame et Messieurs les chefs des services consultés lors de l'instruction de la demande ou concernés par une ou plusieurs dispositions de l'arrêté.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairies de HORDAIN et LIEU-SAINT-AMAND et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché en mairies pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des Maires.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.
- un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

FAIT à LILLE, le 15 octobre 2004

LE PREFET,
pour le Préfet,
LE SECRETAIRE GENERAL ADJOINT,

Jules-Armand ANIAMBOSSOU



